Une critique de la décroissance

mardi 8 février 2011, par GARROUSTE Laurent (Date de rédaction antérieure : 24 novembre 2008).

La mouvance décroissante est hétérogène. Je choisis, sans y associer aucune connotation péjorative, le terme de mouvance plutôt que celui de mouvement parce qu'il me semble mieux décrire la grande diversité de cet ensemble traversé de courants contraires voire hostiles. Elle comprend des militants proches de la gauche radicale ou de l'extrême gauche, comme des militants refusant de se positionner sur l'axe gauche droite, certains défendant des conceptions pouvant les apparenter à la *deep ecology* anglo-saxonne [1] susceptibles de les conduire à des dérives réactionnaires. Il est cependant visible que cette mouvance est travaillée par un courant de radicalisation vers la gauche, un courant plus ou moins explicitement anticapitaliste, lui-même composite, courant dont nous discuterons plus particulièrement les orientations dans cet article.

Il est erroné de polémiquer avec cette mouvance en faisant comme s'il s'agissait d'un tout homogène. La lecture du livre collectif *Objectif décroissance* [2] par exemple permet assez bien de repérer cette diversité. Les désaccords sur l'orientation et la stratégie politiques sont profonds. La critique apportée aux décroissants pris en bloc telle qu'elle est formulée par exemple par Cyril Di Méo dans son livre *La face cachée de la décroissance* apparaît ainsi unilatérale. Si elle touche souvent juste s'agissant de diverses figures se réclamant de la décroissance et démonte efficacement les discours réactionnaires, elle minimise les désaccords au sein de la mouvance décroissante, et la portée radicale et progressiste de la critique de la croissance formulée par de nombreux militants [3]. L'auteur réduit certains courants à leur versant réactionnaire : ainsi l'écoféminisme est-il par exemple ramené à l'orientation de ses représentantes les plus régressives par certaines citations triées sur le volet sans mentionner les débats qui traversent ce courant ni préciser qu'il en existe une version incontestablement progressiste [4]. D'autre part, le fait que des critiques virulentes contre les dérives émanent de nombreux militants décroissants est largement gommé du livre, par exemple le combat exemplaire de Paul Ariès contre les courants environnementalistes néo-malthusiens, réactionnaires ou sectaires.

Il est important de reconnaître l'existence d'un courant militant décroissant défendant la perspective d'un mode de rupture radical et progressiste avec le système, même si cela n'empêche pas des désaccords importants avec beaucoup de ses membres. Il faut aussi reconnaître l'apport de ce courant dans le débat politique de ces dernières années en France : la réactivation d'un mode de critique de l'irrationalité du capitalisme, par la critique frontale de la croissance capitaliste et la dénonciation de son insoutenabilité sociale et écologique.

La critique décroissante a une autre vertu, celle de provoquer le débat à gauche sur ce que peut-être une politique économique alternative. Trop de courants à gauche ont fait l'économie d'une critique ouverte et sans concession de la fuite en avant productiviste du capitalisme dont l'apologie de la croissance comme objectif de la politique économique constitue un élément idéologique essentiel. Cela nécessite de se démarquer d'une approche keynésienne, s'efforçant de crédibiliser la perspective de conquête d'améliorations sociales grâce à une politique de relance économique. Cette approche a pour caractéristique de faire l'impasse sur les conséquences écologiques de la croissance capitaliste. Sans compter qu'elle est économiquement et socialement inopérante comme le montre Michel Husson dans son dernier livre, car elle ignore « *la crise systémique d'un capitalisme qui revendique ouvertement son incapacité à répondre aux besoins les plus urgents de la population* ». Les propositions se focalisent alors sur les outils d'une autre politique

macroéconomique sans prendre en compte la réalité du « *fonctionnement d'un capitalisme hyperconcurrentiel* » [5]

Avant d'examiner de manière détaillée quelques uns des principaux problèmes soulevés par le projet de la décroissance, il convient d'aborder la question des bases scientifiques de cette théorie. Bon nombre de décroissancistes s'appuient en effet sur la théorie de l'entropie développée par l'économiste roumain Nicolas Georgescu-Roegen [6]. S'appuyant sur la seconde loi de la thermodynamique, selon laquelle l'énergie utilisable dans un système isolé est irrémédiablement dégradée ce qui conduit à une augmentation de l'entropie, il l'a complété en formulant ce qu'il considère être une quatrième loi de la thermodynamique : *« dans un système clos, l'entropie de la matière doit tendre vers un maximum »*, *« la matière dissipée (n'étant) pas recyclable »*. L'activité humaine dégraderait donc de manière inéluctable la quantité d'énergie et de matière utilisables disponibles sur terre, rendant nécessaire d'opérer une décroissance de l'activité économique afin de ralentir le processus et d'augmenter la durée de vie sur terre de l'espèce humaine qui ne saurait se passer d'énergie et de matière de basse entropie : *« la croissance actuelle doit non seulement cesser, mais être inversée »*. Ce raisonnement en apparence implacable est critiquable à plusieurs égards. En premier lieu, la perspective d'épuisement des ressources - à échéance de quelques décennies au rythme de la consommation actuelle - concerne l'énergie fossile et l'énergie nucléaire, issues de stocks non renouvelables (pétrole, gaz, charbon et uranium). L'apport en énergie solaire à la surface de la terre est par contre surabondant pour une durée fabuleusement longue à l'échelle humaine (plusieurs milliards d'années) puisqu'il dépend de la durée de vie du soleil : système clos mais non pas isolé au sens thermodynamique, la terre, si elle n'échange pas de matière, échange en effet de l'énergie avec l'espace (rayonnement solaire incident mais aussi rayonnement infrarouge émis). L'homme n'utilise aujourd'hui qu'une très faible part de ce potentiel qui pourrait couvrir six à sept fois sa consommation énergétique totale globale actuelle [7]. L'autre point clé est la question de la disponibilité de la matière elle-même : cette question, comme la précédente est abordée de manière purement déterministe par Georgescu-Roegen en postulant un écoulement temporel linéaire. Il n'est pas tenu compte de facteurs déterminants dans les processus de recyclage de la matière à la surface de la terre, à commencer par le rôle joué par les processus vivants constitutifs de la biosphère [8]. Comme l'ont montré Ilya Prigogine et Isabelle Stengers, la vie, qui obéit à une thermodynamique des systèmes non isolés loin de l'équilibre thermodynamique, est créatrice d'ordre à partir de l'énergie solaire reçue [9]. Elle structure et régule les grands cycles biogéochimiques des différents éléments clés, carbone, azote, phosphore, soufre, etc. Le potentiel d'énergie disponible permettant d'effectuer un recyclage est potentiellement indéfini du fait de l'apport solaire [10]. Même si cela ne suffit sans doute pas à exclure la possibilité de pénurie de certains éléments sous des formes utilisables à une échelle lointaine, la question n'est pas tant une inéluctabilité physique que celle des choix politiques permettant d'ouvrir un autre avenir. Ceci dépend en premier lieu de la capacité de l'homme à passer d'un système économique basé sur les énergies fossiles à un système économique basé sur les énergies renouvelables, dérivant de manière directe ou indirecte pour l'essentiel de l'énergie solaire [11]. Cela suppose aussi de rompre avec le gaspillage intrinsèque au système capitaliste afin d'optimiser les processus de recyclage et de minimiser les pollutions générées.

La critique sans concession de la croissance capitaliste est nécessaire à toute critique anticapitaliste conséquente. La racine de la crise écologique globale actuelle renvoie en effet au caractère intrinsèquement productiviste du capitalisme. Fondé sur la concurrence entre capitaux nombreux pour la recherche et la maximisation du profit, la dynamique du système conduit chaque capitaliste individuel à toujours étendre l'échelle de sa production, pour pouvoir vendre plus et moins cher. Cette tendance permanente à la croissance et à la surproduction se combine avec l'absence de valeur économique de la nature. L'évaluation monétaire des ressources naturelles et des services des écosystèmes étant impossible, le système fonctionne comme si ses prélèvements et ses rejets

n'avaient aucun coût puisqu'ils n'ont pas de coût économique (ou un coût économique estimé sans rapport avec l'utilité réelle). Le capital agit comme s'il pouvait puiser dans une corne d'abondance et rejeter dans un puits sans fond. La nécessité d'accroître toujours la production est donc immanente au mouvement même de valorisation du capital qui se déploie sans intégration de la contrainte environnementale

Nous partageons donc avec les décroissants cette critique radicale de la croissance capitaliste, sans laquelle il ne saurait y avoir de réponse sérieuse à la crise écologique. Nous n'en tirons pas pour autant les mêmes conséquences. Opposer la décroissance à la croissance, c'est en effet opposer à un système érigeant en but suprême un objectif économique, un autre objectif économique, son double inversé. Or les décroissants se trouvent bien en peine d'indiquer jusqu'à quel point il convient de décroître et à quel rythme [12]. Ce qu'il convient d'opposer à la recherche permanente du profit, et à la croissance destructive socialement et écologiquement qu'elle induit, c'est bien une autre finalité sociale, que l'on peut résumer par la formule de *satisfaction écologique des besoins sociaux*. Cela suppose de maîtriser démocratiquement les choix économiques : donc de rompre avec le capitalisme qui par essence laisse ces choix aux mains de la minorité détentrice des grands moyens de production et d'échange. Bref de s'engager d'ouvrir la voie à un écosocialisme. La perspective fondamentale structurant le fonctionnement social et économique change radicalement. Dès lors la croissance n'est qu'un problème second. Notre projet de société ne fait donc pas de la croissance économique son but [13]. La croissance ne peut être qu'un moyen, subordonné à l'objectif de satisfaction écologique des besoins sociaux. Dans ce cadre, la croissance, si croissance il y a, ne peut être qu'utile et soutenable, c'est à dire en cohérence avec l'avancée vers l'objectif. Suivant les moments et les pays, le résultat aggloméré de l'activité économique peut-être soit la croissance soit la décroissance. En tout état de cause, la phase de transition, où s'opère un bouleversement du système productif implique nécessairement la croissance forte de certains secteurs comme la décroissance radicale d'autres (arrêt du nucléaire, réduction drastique de la production d'armement ou de la production de pesticides et d'engrais, etc.). Il est cependant important de souligner que le processus de ce bouleversement ne peut que se traduire par de la croissance à court et moyen terme, en effet les activités de reconversion et de création de nouvelles filières sont génératrices de croissance (si l'on s'en tient aux catégories comptables actuelles), et au Sud la croissance est nécessaire pour enclencher un autre développement. Il ne peut cependant suffire de mettre en avant la nécessité d'une croissance utile et soutenable comme alternative au discours croissanciste dominant, d'autant que celui-ci joue aussi de plus en plus sur le registre ambigu de la « croissance durable ». En effet, un discours anticapitaliste doit être structuré autour de la nécessité de satisfaire les besoins sociaux de manière écologique et sa déclinaison concrète (construire des logements, les isoler, démanteler les centrales nucléaires, développer les énergies renouvelables,…) : l'objectif politique doit être celui là et non une croissance utile et soutenable qui ne peut être qu'un moyen éventuel pour atteindre cet objectif [14].

Il est tout à fait paradoxal que les théoriciens décroissants qui ne cessent pour beaucoup de répéter qu'il faut sortir de l'économie, du développement, et même de la production et de la consommation, identifiant ces catégories avec le capitalisme lui-même et affirmant qu'il ne saurait y avoir d'autre économie, d'autre développement d'autre manière de produire ou de consommer que capitalistes, ne trouvent pour s'y opposer qu'une catégorie économique. Cette contradiction est justifiée par un argument de tactique politique : *« la décroissance est un mot obus destiné à briser l'idéologie dominante »* précise Paul Ariès [15]. C'est *« un slogan politique aux implications théoriques »* renchérit Serge Latouche convenant qu'en *« toute rigueur, il conviendrait de parler au niveau théorique d'a-croissance, comme on parle d'athéisme, plus que de dé-croissance »* [16]. Ces considérations n'ont cependant pas pour effet de changer l'utilisation du mot de décroissance par ces deux auteurs, employé comme un concept. Le moins que l'on puisse dire est que cette indétermination théorique et cette confusion des registres ne facilite pas le débat politique. Ce qui

unifie – superficiellement – la mouvance décroissante est en effet un accord sur un moyen de transformation sociale (décroître) non sur une vision de la société transformée. Le temps n'est il pas venu de la clarification sur les buts ?

L'examen des projets politiques des différents théoriciens fait apparaître une grande diversité et de profonds désaccords. La question de la stratégie politique est ici déterminante : faut-il s'engager dans le champ politique ? Créer un parti ou un mouvement comme le plaident Vincent Cheynet ou Paul Ariès ? Tabler sur une hypothétique révolution culturelle et attendre la grande catastrophe en suivant Serge Latouche ? Ou miser sur les changements à la base via les expérimentations collectives voire les seuls comportements individuels en pariant sur l'exemplarité de la *« simplicité volontaire »* ?

La sortie de la société industrielle et de l'industrialisme constitue un thème récurrent. Je ne peux être que d'accord sur la nécessité de rompre avec le mode actuel d'organisation du travail et les conditions du travail qu'il détermine. Mais comment et pour quoi faire ? Les décroissants prompts à dénoncer le conservatisme syndical ne semblent guère compter sur les travailleurs à qui leur discours ne s'adresse pas. Cette extériorité au monde du travail est hautement problématique. Peut-on penser sortir de la société industrielle sans ceux qui la font tourner et la subissent au premier chef ? Quant au projet, il peine à articuler choix productifs et choix démocratiques : il s'agit certes d'une question complexe, mais peut-elle trouver une solution dans la petite unité de production et le seul pouvoir local ? Ce qui est en débat ici n'est pas la nécessité de relocaliser la production, mais dans le fait de savoir si cette production peut être organisée en juxtaposant les petites unités de production avec en modèle la petite production marchande de proximité [17]. Comme le résume Alain Caillé dans un article critique le projet décroissant s'apparente à *« l'utopie rurale nostalgique »* de *« l'organisation de la planète entière sous forme d'une myriade de villages et de quartiers de villes (…) économiquement autarciques et politiquement autonomes »* [18]. Ce modèle flou paraît au pire régressif au mieux totalement illusoire. Sortir du capitalisme suppose d'acquérir la maîtrise des grands choix de société dont les choix économiques : cela suppose d'articuler les niveaux de décision démocratiques. Si la gestion de la production devrait relever des travailleurs des unités de production concernées, ce ne peut être le cas du type et de la quantité de ce qui est produit. Or toute cette problématique est ignorée ou esquivée par la plupart des décroissants.

Cette extériorité au monde salarié se retrouve dans la tendance à survaloriser le rôle joué par la consommation, et par voie de conséquence à s'illusionner sur les réponses à mettre en avant. *« Il est un domaine où l'innovation peut vraiment porter ses fruits : celui des actions personnelles. L'innovation de produits et services doit laisser place à « l'innovation d'un style de vie » qui réduise notre consommation (…) pour qu'un autre type d'économie se développe, basée sur l'entraide, la convivialité, la réponse aux vrais besoins et non à ceux créés par la publicité et la mode »* écrit par exemple François Schneider [19]. Ainsi il serait possible de changer l'économie et le mode de vie par la consommation. Evitons un faux débat : la critique du mode de consommation est indispensable à toute critique du capitalisme conséquente, cependant cette critique doit s'articuler à une critique du mode de production, et se baser sur le lien réel entre production et consommation. Contrairement à la mythologie consumériste, ce sont ceux qui décident de ce qui est produit qui décident de ce qui est consommé, donc pas les travailleurs. Paul Ariès est conscient du danger politique : *« Un piège serait de nous enfermer dans l'idée que l'essentiel se joue désormais au niveau de la consommation et des consommateurs. »* [20]. Le pilotage par le profit a pour effet l'incapacité du système à satisfaire de nombreux besoins fondamentaux du fait de leur insolvabilité. Le pilotage par la valeur d'échange implique que coexistent à la fois surproduction et sous-production, surconsommation et sous-consommation. Choix productifs non démocratiques, subordination du travailleur, gaspillage d'énergie et de matière, misère, aliénation des besoins, mode et biens de consommation dangereux pour la santé et l'environnement : toutes ces dimensions sont étroitement liées, et doivent être

contestées simultanément.

Le discours visant à reprocher aux salariés de défendre le niveau de leur salaire est le fréquent corollaire d'une vision déformée de la sphère de la consommation. *« Un second piège serait de devenir malgré nous les meilleurs alliés du Medef en dénigrant ceux qui revendiquent de meilleurs salaires. Salauds de pauvres qui osez revendiquer alors qu'il y a beaucoup plus pauvres que vous et que la Terre est au plus mal »*, écrit lucide Paul Ariès. Les salariés sont prisonniers d'un mode de consommation aliénant. La dégradation du niveau de vie n'en est pas moins réelle et chiffrée. De nombreux besoins de base non satisfaits. La lutte pour les salaires est une lutte pour le partage de la richesse produite. Elle n'a pas bien sûr ipso facto une dynamique anticapitaliste, cependant aujourd'hui une lutte généralisée sur les salaires impliquerait une confrontation avec le fonctionnement même du capitalisme ultralibéral contemporain. Peut-on penser que s'engage un mouvement visant à bouleverser cette société sans que la question de la richesse produite et de son contrôle soit cardinale ? Plutôt que se focaliser sur les salariés défendant leur niveau de vie dans le cadre du système, l'important n'est il pas de s'en prendre à ceux qui décident et imposent les modes de consommation, et en profitent, c'est-à-dire les membres des classes dominantes. Car pour reprendre le titre du remarquable livre du journaliste Hervé Kempf ce sont bien les riches qui détruisent la planète : *« Pourquoi, dès lors les caractéristiques actuelles de la classe dirigeante mondiale sont elles le facteur essentiel de la crise écologique ? Parce qu'elle s'oppose aux changements radicaux qu'il faudrait mener pour empêcher l'aggravation de la situation. Comment ? Indirectement par le statut de sa consommation : son modèle tire vers le haut la consommation générale, en poussant les autres à l'imiter. Directement, par le contrôle du pouvoir économique et politique, qui lui permet de maintenir cette inégalité (de consommation)* » [21]. Exiger qu'un revenu maximum soit fixé au-delà duquel tout gain supplémentaire est récupéré constitue sans doute une bonne revendication dans cette perspective.

Combiner question sociale et question écologique suppose d'articuler à la bataille sur les salaires, un combat pour l'extension de la sphère de la gratuité sur lequel Paul Ariès insiste à juste titre dans son dernier livre. Ainsi l'exigence de l'attribution d'un quota gratuit de killowatts/heures (ou de litres de fiouls) et de litres d'eau pour la consommation privée de chacun (fixés au niveau de consommation moyen d'un salarié), au-delà duquel la consommation supplémentaire serait facturée à un coût croissant et progressif et certains usages pénalisés (piscine, jet, yacht, 4/4, etc.) paraît essentielle. Elle permet de combiner bataille pour l'effectivité des droits, pour l'amélioration du niveau de vie, et orientation écologique. Encore faut-il s'assurer que ce sont bien les riches qui payent cette gratuité et non pas l'ensemble des salariés pour les plus pauvres d'entre eux. La bataille pour une réforme fiscale radicale prend alors toute son importance. Elle suppose de se démarquer des versions dominantes de l'écotaxe qui propose de taxer tous les consommateurs sans distinguer ni le niveau de revenu ni l'usage, et sont fréquemment assorties d'un projet visant à récupérer le montant de la taxe par une baisse des cotisation sociales qui aurait pour effet de fragiliser un peu plus le système de protection sociale [22].

Nous ne partageons pourtant pas l'autre axe, tenant souvent une place importante dans les projets politiques décroissants, par exemple chez Paul Ariès ou chez André Gorz, du revenu minimum d'existence inconditionnel. Outre que ces deux auteurs sont discrets sur le niveau de ce revenu [23], que beaucoup fixent sans état d'âme au-dessous du niveau actuel du SMIC français [24], il nous semble totalement erroné de tabler sur son instauration pour permettre un début de sortie de la société industrielle du travail exploité et de ses dommages écologiques. L'instauration de ce type de revenu aurait pour effet de scinder profondément le salariat, l'immense majorité des salariés ne pouvant se contenter d'un revenu dont le montant ne pourrait être que dérisoire. Ceux qui pourraient échapper au travail côtoieraient donc ceux qui en resteraient prisonniers, tout en bénéficiant de l'activité de ces derniers. Plus fondamentalement, l'exigence d'égalité implique de

défendre un modèle où chacun et chacune participe à la production des biens et services nécessaires à la société dans son ensemble. Pour que tous et toutes puissent travailler, le temps de travail doit être réduit à due proportion sans réduction de salaire et sans flexibilité. Ce qui n'a évidemment rien à voir avec la version libérale du plein emploi qui consiste à démultiplier les petits boulots précaires, sous payés et à temps partiel. Enfin ces auteurs ne daignent pas répondre à une objection pourtant bien connue : comment éviter que l'allocation universelle ne se transforme en formidable tremplin pour l'instauration d'un salaire maternel de fait et ne renforce les inégalités entre sexes au lieu de contribuer à la libération de tous et toues ?

Autre question clé de l'identité décroissanciste : le développement. Serge Latouche prétend qu'aucune conception possible du développement ne saurait être acceptable : le mot serait *« toxique »*. Cette assertion renvoie à un désaccord profond qui va bien au-delà d'une querelle sémantique. Non que j'ai une quelconque illusion sur le *« développement durable »* et sur l'utilisation idéologique de cette formule. Mais le dévoiement d'un terme ne suffit pas à justifier son abandon. D'autant que peu de termes restent indemnes après les désastres du siècle. Mais ce que le terme de développement peut exprimer d'authentiquement progressiste ne trouve pas aujourd'hui à s'exprimer par un meilleur terme. Sans doute est-il nécessaire de parler d'autre développement ou d'alterdéveloppement pour se démarquer des conceptions libérales dominantes, tout comme les décroissants se résolvent à, parler de décroissance conviviale ou équitable pour éviter toute confusion avec les fieffés réactionnaires. Le désaccord porte sur la nécessité de conserver la perspective même d'un développement. *« Il y a, dans la proposition, qui part d'un bon sentiment de nos amis altermondialistes, de vouloir « construire des écoles, des centres de soins, des réseaux d'eau potable et retrouver une autonomie alimentaire », un ethnocentrisme ordinaire qui est précisément celui du développement »*, écrit-il ainsi. Reste que ces objectifs sont bel et bien défendus par de nombreuses forces sociales progressistes au Sud. Une orientation anticapitaliste doit être basée sur une critique radicale du développement capitaliste : loin de constituer un modèle le Nord subit un mal développement insoutenable socialement et écologiquement, dont l'envers est le sous-développement du Sud, exploité et pillé. Cette évolution historique n'invalide pas la nécessité de garantir à tout être humain la possibilité d'accéder effectivement à l'intégralité des droits civils, sociaux et environnementaux, hors d'atteinte aujourd'hui, dans le cadre du capitalisme au Sud comme au Nord. La perspective de cet égal accès à l'échelle mondiale constitue bien un horizon de développement sans précédent des sociétés humaines. Elle n'implique nullement un modèle unique. Au contraire, dans la mesure où elle ne peut être que le résultat d'une prise de pouvoir démocratique subordonnant les choix économiques à des décisions politiques, elle implique une diversité de trajectoires. Rappelons que cette perspective était déjà celle de Marx au 19e siècle qui invitait les socialistes russes à s'appuyer sur le mode de fonctionnement de la commune rurale basée sur la propriété commune, et non à considérer comme une « fatalité » que la Russie rejoigne le chemin suivi par l'occident [25]. Si le socialisme ne saurait être construit dans un seul pays, sa construction dans chaque pays doit chercher à s'appuyer les éléments progressistes de la tradition comme de la modernité ce qui suppose de les préserver en les transformant.

Faut-il pour autant abandonner universalisme et même humanisme comme nous y convie Serge Latouche, identifiant l'humanisme à un « occidentalocentrisme » et plaidant pour un « pluriversalisme » [26], en total désaccord sur ces points avec Paul Ariès et Vincent Cheynet par exemple [27]. Que l'universalisme ait servi et puisse servir un discours idéologique justifiant la domination, voilà qui n'est guère contestable. Ce qui l'est plus c'est de prétendre que l'on ne saurait porter un jugement sur telle ou telle pratique ou représentation culturelle sous prétexte qu'on ne peut le faire que *« de l'intérieur de sa propre culture »*. Les différences culturelles primeraient sur la commune appartenance à l'espèce humaine et les principes politiques découlant du postulat d'égalité, de liberté et de dignité de chaque homme et femme à la base de l'humanisme. Latouche souffle d'ailleurs le chaud et le froid : *« En tant qu'occidental, je suis prêt à défendre bec et ongles*

des tas de valeurs « humanistes ». Mais je n'en fais pas un absolu, et je ne me sens pas le droit d'empêcher un hindou de considérer comme un crime le meurtre d'une vache, ce qui ne m'empêchera pas de savourer un bon steak. » L'exemple est trop bien choisi et ne porte guère à conséquence. On aurait aimé que notre provocateur daigne répondre par exemple à la question suivante : Faut-il faire un absolu de l'interdiction de la pratique de l'excision ?

Face aux tergiversations d'un Serge Latouche, nombreux sont les militants, tels Paul Ariès et Vincent Cheynet qui plaident pour une entrée en politique de la décroissance. Le programme qu'ils défendent est progressiste et souvent radical. La stratégie proposée n'en est pas moins problématique. D'un côté on affirme par exemple que les objecteurs de croissance doivent « *s'opposer frontalement aux puissances économiques et aux intérêts des classes dominantes* », de l'autre on semble indiquer que le passage à une autre société peut et doit s'opérer dans le cadre démocratique actuel, pourtant façonné par ces mêmes classes. Alors que la critique portée au capitalisme appelle à réorganiser la société de fond en comble, la nécessité d'une perspective et d'une stratégie de transformation révolutionnaire est occultée. Comment penser pourtant que les dominants laisseront par exemple « *démanteler leurs multinationales* » sans coup férir [28] ? Et comment penser vouloir tout changer sans s'appuyer sur un profond mouvement de contestation porté par ceux là même qui produisent les biens et les services ? L'avenir du courant décroissant progressiste suppose de répondre à ces questions. Mai dès lors ne doivent t-ils pas définir leur identité d'après le nom de la société qu'ils entendent construire plutôt que par un objectif économique sur lequel convergent des orientations opposées ?

Laurent Garrouste

Notes

[1] La deep ecology ou écologie profonde tend à mettre sur le même plan la vie humain et non humaine. Elle
débouche fréquemment sur des positions néo-malthusianistes. On peut lire en français : Arne Naess, « Qu'est ce
que l'écologie profonde ? », L'écologiste, n°12, avril-mai-juin 2004, pp. 40-47, ainsi que le débat contradictoire
entre Murray Bookchin, défendant une écologie sociale libertaire, et Dave Foreman, fondateur de Earth First !,
défenseur de l'écologie profonde : Murray Bookchin et Dave Foreman, Quelle écologie radicale ?, Ecologie
sociale et écologie profonde en débat, Atelier de création libertaire et Silence, 1994, 139 pages.

[2] Silence, sous la coordination de Michel Bernard, Vincent Cheynet, Bruno Clémentin, Objectif décroissance, vers une société harmonieuse, Parangon/Vs, 2005, 225 pages

[3] Cyril Di Méo, La face cachée de la décroissance, L'Harmattan, 2006, 202 pages

[4] Cyril Di Méo mentionne le livre de Maria Mies et Vandana Shiva sans en discuter le contenu avant d'exposer les vues d'autres écoféministes, si bien que le lecteur pense que les positions sont identiques, ce qui n'est pas le cas. Voir Maria Mies et Vandana Shiva, Ecoféminisme, L'Harmattan, 1998, 363 pages, spécialement pp. 26-33, 117-126, 181-182, 253-254, 335-336 et

347-355. Voir aussi sur ESSF l'interview de Maria Mies par Pierre Rousset : L'écoféminisme, unité et diversité : comprendre le lien

[5] Michel Husson, Un capitalisme pur, Page Deux, 2008, pages 144-148.

[6] Nicolas Georgescu-Roegen, La décroissance, entropie, écologie, économie, Editions Sang de la Terre, 2006, notamment pp. 67-78, 129, 180-183. A différents endroits, le théoricien confond les notions thermodynamiques de système clos et de système isolé, voir par exemple p. 70.

[7] Daniel Tanuro, Face au changement climatique, solutions technologiques et défis sociaux, en ligne sur http://www.europe-solidaire.org/

[8] Sylvie Faucheux et Jean-Pierre Noël, Economie des ressources naturelles et de l'environnement, Armand Colin, 1995, pp. 39-61

[9] Ilya Prigogine et Isabelle Stengers, La Nouvelle Alliance, métamorphose de la science, Gallimard, 1979 : « le vivant fonctionne loin de l'équilibre, dans un domaine où les conséquences de la croissance de l'entropie ne peuvent plus être interprétées selon le principe d'ordre de Boltzmann, il fonctionne dans un domaine où les processus producteurs d'entropie, les processus qui dissipent l'énergie, jouent un rôle constructif, sont source d'ordre. », p.193.

[10] David Schawrtzmann, "The limits to entropy : the continuing misuse of thermodynamics in environnemental and marxist theory", Science and Society, 2008, v.72, n°1, pp. 43-62. Comme le précise cet auteur : "le défaut évident de la quatrième loi est de négliger le flux possible d'énergie vers/hors du système qui est défini comme clos mais non isolé. En convertissant l'énergie de basse entropie et haute température (radiation solaire) en chaleur de haute entropie et basse température, un travail peut être produit pour opérer le recyclage indéfiniment ».

[11] Pour mémoire, à l'exception de la géothermie, toutes les autres énergies renouvelables sont issues de manière directe ou indirecte de l'apport énergétique solaire (solaire photovoltaïque et thermique bien sûr, mais aussi éolien, hydrolien, hydraulique, biomasse).

[12] Comme le souligne par exemple Jean-Paul Harribey, « Que faire : croître et décroître ? », Contretemps, n°21, février 2008, pp. 85-95.

[13] Cette approche n'est pas nouvelle dans le courant marxiste critique. Voir ainsi Ernest Mandel, Traité d'économie marxiste, Christian Bourgois, 1986, p. 663 : « la croissance économique n'est pas un but en soi. Le but, c'est la satisfaction des besoins de la société, des consommateurs, dans l'optique d'un développement rationnel optimum de toutes les possibilités humaines. De même que l'optimum de la consommation n'implique nullement une croissance illimitée de celle-ci, la satisfaction des besoins humains n'implique pas en elle-même un développement continuel et illimité des forces productive. ».

[14] C'est un peut-être point de débat par exemple avec Michel Husson (op.cit., pp.132-134).

[15] Paul Ariès, La décroissance, un nouveau projet politique, Golias, 2007, pp. 157-166

[16] Serge Latouche, Petit traité de décroissance sereine, Mille et une nuits, 2008, pp. 20-22.

[17] Voir par exemple Vincent Cheynet, Le Choc de la Décroissance, Seuil, 2008, 214 pages, pp. 84-85, 113.

[18] Alain Caillé, « Les ambiguïtés d'un discours », Entropia, n°5, automne 2008, p.66.

[19] François Schneider in Objectif décroissance, op.cit., p. 43.

[20] Paul Ariès, op. cit., p. 253.

[21] Hervé Kempf, Comment les riches détruisent la planète, Seuil, 2007, 150 pages, pp. 85-8.

[22] Serge Latouche défend un projet d'écotaxes qui ne se démarque pas clairement de ces dangers : op.cit., pp. 113-115.

[23] Voir Paul Ariès, op. cit., pp. 342-343, et André Gorz, Ecologica, Galilée, 2008, pp. 150-154.

[24] Tel est la cas par exemple du courant Utopia du Parti Socialiste, qui bien que ne défendant pas l'idée de décroissance, entretient des liens de débat étroit avec les cercles défendant cette orientation. Il fixe le montant du revenu à 600€ mensuels. Voir les contributions de ce courant dans le livre collectif coordonné par Baptiste Mylondo, Pour une politique de décroissance, Golias, 2007, 124 pages, spécialement pp. 70-72.

[25] Karl Marx, Œuvres, Economie II, Gallimard, 1968, pp. 1551-1573. Dans la lettre du 8 mars 1881 à Vera Zassoulitch, il indique ainsi : « L'analyse donnée dans le Capital n'offre donc de raisons ni pour ni contre la vitalité de la commune rurale, mais l'étude spéciale que j'en ai faite (…) m'a convaincu que cette commune est le point d'appui de la régénération sociale en Russie, mais, afin qu'elle puisse fonctionner comme tel, il faudrait d'abord éliminer les influences délétères qui l'assaillent de tous les côtés et ensuite lui assurer les conditions normales d'un développement spontané. » (p. 1558).

[26] Serge Latouche, op.cit., pp. 147-158.

[27] Paul Ariès, op. cit., pp. 299-307, et Vincent Cheynet, op.cit., pp. 131-139. Paul Ariès récuse la perspective d'un altermondialisme pour celle d'un antimondialisme, insistant sur la primauté du local et de l'Etat nation pour organiser démocratiquement une autre société. Le défi est bien pourtant de changer le monde tant les crises sociales et écologiques sont planétaires. Cela implique que des réponses doivent être élaborées à l'échelle planétaire et pose le redoutable défi de l'organisation d'une démocratie mondiale. L'articulation des niveaux de délibération démocratiques avec l'édiction d'un véritable principe de subsidiarité est indispensable, mais il ne saurait y avoir de solution nationale à un problème mondial, ni de sortie nationale durable d'un monde qui resterait dominé par le capitalisme et l'impérialisme.

[28] Comme le propose Vincent Cheynet, op.cit. pp. 113 et 133.